



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité départementale de Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 879 DU 25 AVRIL 2016

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société SPTP

Commune de SAINT-USAGE (21170)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et L.541-1 à L.541-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1^{er} septembre 1988, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 17 janvier 2001, 24 juillet 2008, 7 novembre 2008, 29 décembre 2008 et 20 novembre 2013 autorisant la société SPTP, dont le siège social est situé 16 rue du canal à SAINT-USAGE (21170), à exploiter des ateliers de travail du bois à la même adresse ;

Vu les rapports de l'inspecteur de l'environnement rédigés suite aux inspections du 6 janvier 2016 et du 7 mars 2016 qui ont fait l'objet d'une transmission à l'exploitant par courriers du 18 janvier 2016 et du 14 mars 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission des rapports susvisés ;

Vu la transmission par courrier à l'exploitant du projet de mise en demeure en date du 1^{er} avril 2016 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet de mise en demeure susvisé ;

Considérant que lors des visites du 6 janvier 2016 et du 7 mars 2016, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté que l'exploitant ne respecte par les dispositions suivantes :

- arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1988 :
 - article 3.1.2 (épandage et infiltration)) : en faisant procéder, sans en avoir l'autorisation, à l'épandage des cendres produites par la chaudière biomasse, de surcroît, auprès d'un opérateur non agréé pour procéder à l'élimination de ce déchet (voir l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure du 8 décembre 2014),
 - article 3.2.1 (eaux de refroidissement) : en ne procédant pas au contrôle continu des eaux de refroidissement, afin de détecter une pollution accidentelle de ces eaux,
 - article 3.3 (règles d'exploitation) : en ne tenant pas à jour un schéma des circuits d'eau faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toutes origine,
 - article 3.4 (dispositif de surveillance) : en ne respectant pas les analyses des eaux polluées ou assimilées rejetées (nature, fréquence, localisation),
 - article 6.3 (stockage temporaire des déchets) : en stockant certains déchets dans des conditions qui peuvent porter atteinte à l'environnement,
 - article 6.4.1 (registre de comptabilité et de suivi des déchets) : en ne tenant pas à jour le registre déchets.

Considérant que selon les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* ».

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La société SPTP, dont le siège social est situé 16 rue du Canal à SAINT-USAGE (21170), est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter :

- dès la notification du présent arrêté :
 - l'article 6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1988, à savoir tenir correctement à jour le registre entrée/sortie des déchets ;
- dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1988, en procédant au contrôle continu des eaux de refroidissement, afin de détecter une pollution accidentelle de ces eaux,
 - l'article 3.3 en tenant à jour un schéma des circuits d'eau faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toutes origine,
 - l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1988, à savoir respecter les conditions temporaires de stockage des déchets générés par les activités exercées ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'article 3.1.2, en adressant à Madame la Préfète une étude préalable à l'épandage des cendres sous chaudières dont le contenu est défini à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,
 - l'article 3.4 en respectant les analyses des eaux polluées ou assimilées rejetées (nature, fréquence, localisation) .

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, Mme la Sous-Préfète de BEAUNE, M. le Maire de la commune de SAINT-USAGE, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne – Franche-Comté et M. le Directeur de la société SPTP sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- M. le Maire de la commune de SAINT-USAGE ;
- M. le Directeur de la société SPTP.

Fait à Dijon le **25 AVR. 2016**

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète et par délégation

Le Secrétaire Général,


Serge BIDEAU

